

Le Cabinet du Ministre

Lancement de la Police de Sécurité du Quotidien

Jeudi 08 Février, Gérard COLLOMB, Ministre d'Etat, Ministre de l'Intérieur, a officiellement lancé la Police de Sécurité du Quotidien.

Un engagement présidentiel

La PSQ vise à replacer le « service du citoyen au cœur du métier de policier et gendarme »
(citation du Président de la République – Discours aux forces de sécurité intérieure)

Une réponse concrète et directe au sentiment d'insécurité des Français.

62% des français indiquent se sentir en insécurité – Odoxa janv. 2018

Une réponse concrète et directe à la lassitude exprimée par les policiers et gendarmes

73% jugent que leurs missions les éloignent du terrain – enquête MI

Une méthode originale, qui part du terrain.

La PSQ, ce n'est pas une énième réforme décidée depuis Paris mais une réforme qui s'appuie sur le terrain, consulté dans le cadre d'une grande concertation :

- . 250 000 policiers et gendarmes ont pu s'exprimer dans le cadre d'un questionnaire électronique individuel qui leur a été envoyé (70 000 réponses obtenues)
- . Plus de 500 réunions dans les départements
- . 150 contributions nationales

1) UNE POLICE ET UNE GENDARMERIE AUX AMBITIONS RETROUVEES

Des policiers et des gendarmes plus nombreux sur le terrain.

✓ Créations de postes

12 500 postes supprimés sous Nicolas Sarkozy.

8 500 postes créés sur la voie publique sous François Hollande.

⇒ Création de 10 000 postes sur le quinquennat (dont 2 000 dès 2018).

✓ Des milliers de policiers et gendarmes de retour sur le terrain avec :

- la suppression des tâches indues (ex : procurations = équivalent de 55 000 patrouilles en moins dans la gendarmerie)
- l'embauche des personnels administratifs pour les tâches de bureau
- la réforme de la procédure pénale (moins de complexité)
- la dématérialisation de la procédure pénale (moins de papier)
- la forfaitisation (des sanctions plus efficaces, des heures inutilement passées en moins)

2) UNE POLICE ET UNE GENDARMERIE RESPECTEES

Pas d'ambitions sans crédits, pas de respect sans moyens.

✓ Un Etat qui protège ses forces :

- Travail sur l'effectivité de la réponse pénale en cas d'agression de policiers et de gendarmes
- Lutte contre la fake news qui remettent en cause l'action des forces de sécurité
- Plan de prévention des suicides

✓ Des moyens supplémentaires :

- Pour l'immobilier : 196M€ par an pour la police (+5%), 101M€ par an pour la gendarmerie (+9%)

=> sur trois ans : 76 nouveaux projets. Une enveloppe déconcentrée de 45M€/an pour les chefs de service en zone police.

- Pour l'équipement des forces : 150M€ par an pour la police, 143M€ par an pour la gendarmerie.

Achats de véhicules, de protection, d'armes.

✓ **Une formation remodelée :**

- Une harmonisation des modules (de formation initiale et continue) sera entreprise, entre forces, entre échelons et avec leurs partenaires locaux (polices municipales, agents de sécurité privée).
- Une montée en gamme des structures de formation, allant vers la création d'une Académie de Police.

3) UNE POLICE ET UNE GENDARMERIE SUR-MESURE

Des réponses de sécurité adaptées aux spécificités de chaque territoire.

✓ **En zone police, 60 quartiers de reconquête républicaine**, choisis parce que touchés par une augmentation forte de la délinquance :

- 15 en septembre 2018, 15 en janvier 2019, 30 supplémentaires d'ici fin 2020.
- 15 à 30 effectifs supplémentaires par quartier, dont les profils sont sélectionnés par les chefs locaux.
- Une lutte spécifique contre les trafics.

✓ **En zone gendarmerie, 20 départements mieux accompagnés**, sélectionnés parce que marqués par une croissance démographique et une urbanisation importantes.

- 500 gendarmes supplémentaires sur le quinquennat.

✓ **Une méthode repensée pour tous nos territoires** et déclinée localement

- 250 unités de contact spécifiquement dédiées au renforcement du lien avec la population.

✓ **Davantage d'autonomie et de déconcentration pour les chefs de service :**

- La fin des modèles uniformes décidés à Paris.
- De nouvelles latitudes dans la gestion des budgets.
- Plus de souplesse dans l'organisation des services et de la chaîne logistique.
- Une évaluation ex-post et a posteriori

✓ **Un accueil des victimes amélioré.**

4) UNE POLICE ET UNE GENDARMERIE CONNECTEES

Lutter contre la digitalisation de la délinquance et se saisir des opportunités de la révolution numérique.

✓ **Des forces équipées en technologies numériques :**

- 115 000 tablettes numériques : des contrôles d'identité plus courts, des procès-verbaux électroniques, du recueil de renseignement facilité, du temps gagné.
- 10 000 caméras-piéton : un contact plus serein avec la population

✓ **Une lutte accrue contre les cybermenaces :**

- + 800 cyberpatrouilleurs
- 1 nouvelle stratégie de lutte contre les cybermenaces.

✓ **De nouveaux services pour les usagers :**

- Extension de la pré-plaine en ligne et expérimentation de la plainte en ligne
- Brigade et commissariat numériques
- Plateforme de signalement en ligne des violences sexuelles et sexistes.

5) UNE POLICE ET UNE GENDARMERIE PARTENARIALES

La sécurité est une co-production impliquant un nombre grandissant d'acteurs : 250 000 policiers et gendarmes, 21 000 policiers municipaux, 160 000 agents de sécurité privée, 630 000 élus.

✓ **Une mission parlementaire** pour réfléchir au continuum de sécurité.

✓ **Des actions immédiates :**

- Armement d'agents de sécurité privée.
- Développement des patrouilles mixtes.
- Echange d'informations.

✓ **Des élus davantage associés :**

3 priorités : i) professionnaliser les polices municipales, ii) développer les systèmes de vidéo-protection, iii) faire de la prévention situationnelle

- 35 400 maires contactés pour revoir leur politique de sécurité locale

- Priorité sous 48h pour les 117 ayant demandé la PSQ

✓ **Un lien accru avec la population :**

- Sensibiliser la population (généralisation des interventions dans les écoles + interventions des policiers et gendarmes dans le cadre du service national universel)

- Développement des dispositifs de vigilance citoyenne

- Renforcement de la réserve citoyenne : 10 000 réservistes dans la police et 30 000 dans la gendarmerie d'ici 2020.

UNE METHODE D'EVALUATION ORIGINALE : LE LAB'PSQ

✓ Création d'un « **Lab'PSQ** » associant universitaires, policiers et gendarmes, syndicats, entrepreneurs :

. Pour recenser et diffuser les bonnes pratiques.

. Pour évaluer, à partir d'enquêtes auprès de la population, les effets de la PSQ.

✓ **Une évaluation horizontale et pluridisciplinaire**, basée sur les attentes et la satisfaction des citoyens

✓ **La fin du pilotage par le seul chiffre** et l'allègement des outils de *reporting* .